Revue d'histoire de l'Amérique française



FORTIN, Andrée, *Passage de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues*. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1993. xi-406 p. 37 \$

Yvan Lamonde

Volume 48, numéro 1, été 1994

URI: https://id.erudit.org/iderudit/305302ar DOI: https://doi.org/10.7202/305302ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé) 1492-1383 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Lamonde, Y. (1994). Compte rendu de [FORTIN, Andrée, *Passage de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues*. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1993. xi-406 p. 37 \$]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 48(1), 87–90. https://doi.org/10.7202/305302ar

Tous droits réservés © Institut d'histoire de l'Amérique française, 1994

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/



FORTIN, Andrée, Passage de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1993. xi-406 p. 37\$

L'étude d'Andrée Fortin porte sur trois sujets: la modernité, les revues et les intellectuels au Québec, de 1778 à 1989. La modernité a fait l'objet d'un certain nombre d'études depuis dix ans, et l'auteure est familière avec ces travaux; la définition de la post-modernité, notion utilisée par la sociologue, aurait mérité plus d'attention tant dans la bibliographie que dans l'analyse. L'étude des intellectuels au Québec est à peine amorcée et ce volume constitue une intéressante percée, même si les travaux de Marcel Fournier, d'Yves Lamarche et d'Alain-G. Gagnon ne figurent pas en bibliographie; les autres études (sur Laurendeau, sur Léon Dion comme intellectuel et celle de Léon Dion lui-même sur les intellectuels au temps de Duplessis) sont trop contemporaines à celle-ci pour y être citées. Quant à l'analyse des revues, l'essentiel des travaux existants est connu de l'auteure.

Cette étude de 406 pages est construite sur un corpus très particulier: non pas sur les revues publiées au Québec sur deux siècles mais sur le premier «éditorial» de quelque cinq cents périodiques. Ce découpage documentaire est fonctionnel puisqu'il s'agit de repérer l'intellectuel québécois et que l'intellectuel, pour l'auteur, se révèle dans la fondation de revues; le texte fondateur ou programmatique de chaque revue depuis 1778, rapidement défini comme un manifeste (p. 17), devrait faire émerger cet intellectuel de telle ou telle génération. Andrée Fortin tente donc de préciser la définition d'une revue par opposition au magazine ou au journal tout en affirmant que pour le XIX^e siècle, la distinction n'est pas pertinente (p. 10). Ainsi, *Le Pays* de 1852 et *La Vérité* de 1881 sont considérés comme des revues... (p. 47). Il faudrait donc logiquement affirmer que l'intellectuel est celui qui fonde une revue ou un journal, ou alors faire l'effort de définir la revue et de préciser un corpus, meilleure façon de construire l'objet que l'on veut étudier, de le

sculpter plutôt que de le laisser dans le magma de l'imprécision et du temps. Car tout cela doit bien avoir des effets sur la définition de l'intellectuel: l'abbé Casgrain et Eusèbe Sénécal, Aristide Filiatrault et Arthur Dansereau sont-ils des intellectuels parce que fondateurs de revues ou de journaux? Le lecteur constatera que la difficulté est levée par l'auteure pour le XXe siècle, mais que pour les XVIIIe et XIXe siècles, le problème reste entier.

Il en est de même pour la définition ou la caractérisation de l'intellectuel. L'auteure écrit que son étude «adopte une définition de l'intellectuel qui peut sembler simpliste et très — trop — inclusive, mais qui en tout cas est opérationnelle: est considéré comme intellectuel celui ou celle qui contribue à la fondation d'une revue» (p. 11). On serait facilement d'accord avec tous les qualificatifs de l'auteure, en s'interrogeant même plus avant sur ce que permet ce caractère «opératoire»... Certes, la piste de l'intellectuel comme homme de génération qui s'engage et prend position, dans une revue artisanale qui finit par s'imposer, est une piste intéressante, suivie en France par Jacques Julliard, Michel Winock (Esprit), Christophe Prochasson ou Anne Boschetti (Les Temps modernes). Mais l'intellectuel des revues ne serait-il pas un phénomène du XXe siècle, post-affaire Drevfus, et conséquemment un «concept» cul-de-sac pour toute entreprise d'archéologie de l'intellectuel au XIX^e siècle, à Paris, New York ou Montréal? Qu'ont-elles en commun ces «équipes» éditoriales des Soirées canadiennes, de Relations ou de Cité libre? À vrai dire, il y a un postulat dans la démarche de l'auteure, qui considère toujours et déjà l'intellectuel au pluriel, c'est-à-dire les intellectuels qui fondent des revues. Mais comment et quand l'intellectuel comme singularité devient-il possible? La pluralité n'est-elle possible ici que par la singularité qui fait ensuite et occasionnellement corps?

Au problème du découpage documentaire et conceptuel s'ajoute celui du découpage chronologique. Andrée Fortin divise cette analyse des intellectuels — plus que des revues (p. 35) — en trois périodes: 1778-1916 (la prémodernité), 1917-1978 (la modernité), 1979-1989 (la post-modernité), et en quatre catégories: 1) le XIX^e siècle, puis au XX^e, 2) les revues d'idées, 3) les revues artistiques, et 4) les revues savantes. Ce découpage tordu, catégoriel et chronologique confirme la difficulté particulière d'une analyse du XIX^e siècle et le placage non critique de notions contemporaines sur le passé.

Que peut-on ainsi apprendre de l'intellectuel québécois, réduit à son rôle de fondateur de revue, et ce, à partir du premier et seul texte programmatique de revues du XIX° siècle plus ou moins clairement définies? L'auteure découvre dans ces «manifestes» que ces intellectuels se rejoignent dans une volonté commune de «propager des lumières» (p. 64) et que «c'est encore et toujours de progrès qu'il est question en filigrane» (p. 59) dans l'Ami du peuple, de l'ordre et des lois ou dans les Mélanges religieux. Ces intellectuels apparaissent sous le sous-titre «L'avant-garde éclairée»... Il y a Lumières et lumières, et l'on se demande de quels intellectuels et de quel progrès il s'agit dans ces «revues» conservatrices et même cléricales. Y avait-il une «avant-garde» conservatrice et religieuse au XIX° siècle? Et, au fait, un intellectuel est-il par définition critique ou prendrait-il la peine de se lever pour clamer que tout va bien?

Au fil des cent premières pages de l'ouvrage, le lecteur apprend que les intellectuels «s'affirment», que le milieu intellectuel «émerge», qu'on marche vers une certaine «autonomisation» du «champ» littéraire ou intellectuel. avec ce que cette dernière notion de «champ» a de moins exigeant scientifiquement. Dans la décennie 1880-1890, selon l'auteure, «une nouvelle configuration apparaît, qui marque une tentative d'autonomisation du champ intellectuel» (p. 68). Quelle est cette «configuration»? Le Figaro «qui s'adresse d'abord aux écrivains» et qui paraît du 2 mars au 16 avril 1883... On a beau préciser sa méthodologie et avertir qu'on se limite au premier éditorial sans se préoccuper de la durée, du tirage et de la réception de telle ou telle revue, cela fait mince comme «configuration» et comme preuve ou indice d'un point tournant. Et tout en reconnaissant que le milieu universitaire est une variable centrale dans l'émergence possible de l'intellectuel, on apprécierait une mesure plus exacte de ce qu'Andrée Fortin appelle les «intellectuels universitaires» ou les savants qui prennent la parole comme groupe (p. 86) à l'Université Laval fondée 25 ans plus tôt et à sa succursale qui vient d'ouvrir à Montréal. À lui seul, l'abbé Provencher crée-t-il une densité suffisante, et la revue de l'Université Laval, Le Canada français (1888), fait-elle le printemps intellectuel?

Si les intellectuels «s'affirment» au Canada français avant l'affaire Drevfus, en France, ce n'est qu'après 1917 que leur influence devient possible et réelle. C'est la première thèse de l'auteure: au XIX^e siècle, le champ intellectuel n'est pas autonome de la politique, le politique et la politique ne sont pas dissociés, et l'intellectuel couve sous le patriote, le réformiste et le partisan libéral ou conservateur. Les intellectuels québécois naissent avec la modernité au moment où «la science remplace la tradition et la religion comme explication du monde», où «la domination sur la nature s'exerce par la science et la technique, et celle sur la société par un État central», et au moment où démocratie et individualisme s'imposent (p. 99). Pour l'auteure, ces conditions sont remplies quelque part entre 1917 et 1978. Mais surtout, avec le discours de la «compétence» d'un Édouard Montpetit dans le premier texte du volume I, numéro 1 de l'Action française de 1917 et avec la rupture inaugurale du Nigog de 1918, A. Fortin greffe à une autre définition de la modernité, l'apparition et la mise en valeur du «sujet», cette idée que «le sujet intellectuel», que le «je intellectuel» devient possible. L'idée est intéressante, de même que celle d'une primauté nouvelle de l'idée sur l'action. La recherche d'une «doctrine» en vue d'«actions» diverses est en effet un leitmotiv central des années vingt, durant lesquelles les nationalistes tiennent à se situer au-dessus des partis et de la politique, et ce, jusqu'à ce qu'ils se brûlent à nouveau les ailes avec l'Action libérale nationale, flouée par l'Union nationale de Maurice Duplessis en 1936. Dans le langage de la conclusion, emprunté aux travaux d'André-J. Bélanger, le «Nous» une fois établi au XIX^e siècle, le «Je» peut alors se manifester.

La tâche d'Andrée Fortin devient ensuite plus facile avec les années trente, travaillées par une crise tout autant «spirituelle» qu'économique et sociale. Le lecteur s'interrogera peut-être sur une périodisation très longue (1917-1978) de l'affirmation de l'intellectuel. Certes, l'auteure subdivise

cette période en ses moments forts (1917-1920, 1929-1937, 1940-1948), mais a-t-on affaire aux mêmes intellectuels à *La Relève*, à *Cité libre*, à *Liberté*, à *Parti pris*?

Dans la partie consacrée à la post-modernité (1979-1989), qui fut peutêtre le déclencheur de cette étude, l'auteure y dialogue marginalement avec l'ouvrage de Marc Henry Soulet, *Le Silence des intellectuels. Radioscopie de l'intellectuel québécois* (1987). La piste du confinement de l'intellectuel dans le privé vaut certainement d'être explorée avec d'autres et plus en profondeur.

L'ouvrage d'Andrée Fortin comporte donc quelques idées nouvelles, quelques schémas d'interprétation stimulants. L'étude, qui «flirte» (p. 11) avec l'histoire des idées sans en être une, de l'avis de l'auteure du livre et de l'auteur du compte rendu, propose néanmoins une périodisation sinon de l'histoire intellectuelle du moins de l'histoire des intellectuels du Québec. Cette périodisation est discutable. Cet ouvrage a quelque chose d'hégélien dans le ton péremptoire et dans la démarche qui enjambe deux siècles: on y trouve des idées intéressantes mais qui, plutôt que d'être tirées d'un corpus—trop mince—, y sont comme importées d'ailleurs, soit des réflexions, travaux et lectures de l'auteure. Comme si, dans une jungle, les pistes indiquées devaient être battues, balisées ou laissées en friche.

Département de langue et littérature françaises Université McGill

YVAN LAMONDE